Démagogie fiscale : quand les fourmis deviennent cigales

Autor(en): **Nordmann, Roger**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1424

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1025977

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Quand les fourmis deviennent cigales

Après avoir tenu un discours catastrophiste sur les finances publiques, la droite propose maintenant d'alléger les impôts. C'est faire fi des expériences passées.

PENDANT DIX ANS, la droite suisse a martelé l'exigence de finances publiques saines. Cela justifiait ses nombreux programmes d'économies. Or à peine une amélioration annoncée, voilà que déjà, on penche vers un relâchement général.

Dans un Etat fédéraliste, la manœuvre prend naturellement des formes diverses. Sous la coupole, on sert les lobbies financiers en premier. En Valais, terre catholique, le Grand Conseil préfère les familles: fort chahuté, le PDC peut ainsi espérer retrouver un peu de popularité. A Genève, on recourt, c'est plus payant, aux inititatives pour des baisses linéaires. Autre canton, autres mœurs: à Zurich, on pense plutôt aux pauvres milliardaires et à leurs héritiers.

Dans le canton de Vaud, les libéraux se mordent les doigts d'avoir signé l'année passée un accord d'assainissement. Pris au mot par la gauche et les radicaux lorsqu'ils parlaient de réduction du déficit, les libéraux n'avaient pas réussi à se défiler et avaient souscrit à quelques nouvelles recettes. Vont-ils aller jusqu'à retirer leur signature, au grand dam de leurs deux conseillers d'Etat? Devenue cigale, la fourmi libérale ira-t-elle jusqu'au parjure?

On oublie si vite les amères expériences !

Le festival de cadeaux fiscaux auquel nous assistons est absurde et dangereux à plusieurs égards. Si l'embellie est évidente sur les comptes de fonctionnement de la Confédération, il en va tout différemment sur ceux de l'AVS. Or les vases sont communicants.

De plus, on est loin de l'assainissement, du moins dans les cantons lémaniques. Malgré l'amélioration conjoncturelle, le laxisme actuel pourrait déboucher sur le fait que l'on abordera la prochaine récession sans aucune réserve. L'amère expérience de 1991 semble déjà oubliée!

Enfin, les programmes d'économies ont laissé des séquelles importantes dans tous les secteurs du service public. Aujourd'hui, déjà, on doit d'urgence réinjecter de nouveaux moyens, notamment pour la formation et les infrastructures.

Or on sait qu'en raison du référendum, les hausses d'impôt sont presque impraticables. Il est donc imprudent de laisser à vau-l'eau des pans entiers d'impôts. Que le centre-droite, largement majoritaire, ne le comprenne pas, étonne: en fin de compte, c'est lui qui gère le pays. Croit-il, en s'aventurant sur ce terrain, pouvoir concurrencer l'UDC ou les libéraux romands? On sait qu'en politique aussi l'original est plus prisé que la copie. Si le centre-droite retrouvait davantage de colonne vertébrale, gageons qu'il aurait moins de problèmes de crédibilité auprès de ses électeurs! *rn*

GENÈVE

Les à-fonds de la Banque cantonale

LA BANQUE CANTONALE DE Genève (BCG) procède aux nettoyages de printemps. Elle avait cru pouvoir se libérer en douceur des passifs accumulés au cours des années quatre-vingts. Mais la Commission fédérale des banques a exigé un traitement de choc pour éliminer des risques insuffisamment couverts par les réserves de l'établissement. L'Etat, actionnaire principal, va apporter les millions nécessaires à la recapitalisation et les créances pourries seront reprises par une entité distincte, histoire de repartir sur une base saine, propre à rétablir la confiance, matière première de l'activité bancaire.

Cette confiance à retrouver passe aussi par le départ du président et du directeur général de l'établissement. Non pas deux boucs émissaires, mais deux personnalités déjà aux commandes dans chacune des banques qui, en 1994, ont donné naissance à la BCG. Deux personnalités coresponsables d'assistance à activités spéculatives qui se sont révélées à haut risque.

Quelle leçon tirer de cette déconfiture? Comme à Soleure, à Berne et ailleurs encore, le contrôle politique n'a pas permis d'éviter les bévues. Car il est illusoire de croire qu'une poignée de politiciens pantouflant au conseil d'administration peut exercer ce contrôle. Si une collectivité publique veut se doter d'un établissement bancaire pour appuyer sa politique économique locale, elle doit lui fixer des objectifs mais lui laisser la plus grande autonomie de gestion. Aux politiques les objectifs, aux professionnels la gestion. Et si la gestion ne conduit pas à la réalisation des objectifs, que l'actionnaire principal remercie les gestionnaires.

Micheline Calmy-Rey, responsable des finances cantonales, veut que la BCG réponde aux attentes de l'économie locale, qu'elle assume une fonction sociale au sens large. Fort bien, d'ailleurs on ne voit pas la justification d'une banque cantonale qui conduirait une politique en tous points semblable à celle de ses concurrentes. Mais pour remplir efficacement cette fonction, la BCG doit pouvoir diversifier ses activités dans des secteurs plus rentables, ce qu'elle a commencé à faire avec la gestion de fortune et le négoce international. *jd*